

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
POUR LA RECONSTRUCTION DE
LA DECHETTERIE DE LA
MONTAGNE

Commune de La Montagne (44)

**PJ n°2 : Respect des prescriptions
générales de la rubrique 2710-2**



setec
énergie environnement

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Article 1</p> <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° <u>2710-2</u> (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets).</p> <p>Ces dispositions sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 6 avril 2012, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018 dans les conditions précisées en annexe I.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	Néant	Sans objet	
Chapitre Ier : Dispositions générales			
<p>Article 2 - Conformité de l'installation.</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p>	Néant	OUI	L'installation respectera les prescriptions qui lui sont applicables.

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Article 3 - Dossier « installation classée ».</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; • le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; • l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; • les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : • le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; • le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; • le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; • les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; • le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; • les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; • les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ; • les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le 	Dossier installation classée	OUI	L'exploitant s'engage à constituer et à tenir à la disposition des installations classées un dossier contenant l'ensemble des documents requis ci-contre.

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> les consignes d'exploitation ; le registre de sortie des déchets ; le plan des réseaux de collecte des effluents. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			
<p>Article 4 - Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle.</p> <p>L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>	Néant	OUI	Nantes Métropole s'engage à déclarer à l'inspection classée tout incidents et accidents de nature à porter atteinte à la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<p>Article 5 – Implantation.</p> <p>L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>	Plan masse du site	OUI	Voir plan d'ensemble et des abords en PJ n°19 et n°20. Aucun local ne sera habité ou occupé par des tiers.
<p>Article 6 - Envol des poussières.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour empêcher les envois de poussières et les dépôts de matières diverses :</p>	Néant	OUI	L'ensemble des voiries sont revêtues et maintenues propres. Les véhicules associés à l'exploitation transiteront uniquement sur des voies

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<ul style="list-style-type: none"> les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique. 			<p>revêtues. Le risque d'envol de poussières dû à la circulation est donc nul.</p> <p>Les stockages des déchets seront réalisés dans des bennes ou des alvéoles adaptées. Les véhicules de transports des déchets seront bâchés pour limiter les envols.</p> <p>L'installation et ses abords seront maintenus propres par des opérations régulières de nettoyage.</p> <p>Les voiries seront régulièrement nettoyées.</p>
<p>Article 7 - Intégration dans le paysage.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.</p>	Néant	OUI	<p>Le site sera intégré dans le paysage local. En effet, la haie bocagère existante au nord-est du site sera conservée et étendue jusqu'à la limite nord-ouest pour créer un écran végétal. Les plantations à l'est du site seront conservées, nettoyées et densifiées en essences bocagères (Sureau, Noisetier, Charmille, Laurier tin...) : 1/3 d'essences persistantes et 2/3 d'essences caduques. Des petits bosquets épars seront installés dans les espaces verts autour de la déchetterie. Le pourtour des bosquets sera semé en prairie fleurie mellifère appréciée des butineurs. Des nichoirs et hôtels à insectes seront intégrés à la parcelle, créant ainsi gîte et couvert pour la faune locale.</p> <p>La hauteur du local gardien et des locaux seront conformes aux règles du PLUM.</p> <p>L'exploitant veillera à maintenir l'installation propre.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
			La déchetterie sera clôturée sur l'ensemble de son périmètre.
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions			
Section 1 : Généralités			
Article 8 - Surveillance de l'installation. L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.	Nom de la personne responsable de la surveillance de l'installation	OUI	Le responsable d'exploitation du site assure la surveillance de l'exploitation. Le responsable d'exploitation a une connaissance de la conduite de l'exploitation, des dangers et inconvénients et inhérents au site, ses activités et les modes d'exploitation, des procédures en cas d'incident ou d'accident.
Article 9 - Propreté de l'installation. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.	Néant	OUI	Les locaux seront régulièrement nettoyés. Des opérations régulières de nettoyage du site et des abords seront assurées par l'exploitant. Les produits de nettoyage utilisés sont adaptés aux risques recensés sur site.
Article 10 - Localisation des risques. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou	Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque	OUI	Un plan des zones à risques est présenté en fin de document. Une signalétique claire sera apposée sur les portes des locaux présentant des risques.

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>			<p>Le plan des zones à risque et des stockages sera affiché dans le bureau du local gardien.</p>
<p>Article 11 - Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	Néant	OUI	<p>L'exploitant tiendra à jour un registre et conservera les bons de pesées datés pour tous les déchets dangereux.</p> <p>Les produits dangereux stockés sur le site seront les déchets dangereux (DDS, D3E, huiles minérales) stockés dans des locaux et contenants adaptés et localisés sur plan.</p> <p>Un plan des stockages est tenu à disposition de tous.</p> <p>Le personnel est formé à la reconnaissance et à la manipulation des déchets dangereux, et les chauffeurs qui effectueront les enlèvements posséderont la formation ADR.</p> <p>Il sera utilisé des contenants adaptés à chaque produit, identifiés de manière claire, et sur rétention adaptée si nécessaire.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
Article 12 - Caractéristiques des sols. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.	Néant	OUI	<p>Le sol des aires et des locaux de stockage de matières dangereuses seront étanches et équipés des capacités de rétention adéquates.</p> <p>Le local DDS et le local DEEE seront aménagés et dédiés au stockage des déchets dangereux. Chaque produit sera identifié de manière claire, et sur rétention adaptée si nécessaire.</p> <p>L'ensemble des alvéoles recevant des déchets non dangereux seront imperméabilisées par des dalles béton.</p>
Section 2 : Comportement au feu des locaux			
Article 13 - Réaction au feu. Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) : matériaux A2 s2 d0. Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Plan détaillé des locaux et bâtiments et description des dispositions constructives de résistance au feu et de désenfumage avec note justifiant les choix	OUI	<p>Voir le plan d'ensemble en PJ n°20.</p> <p>Les locaux d'entreposage des déchets présenteront les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes : A2 s2 d0 (murs et toitures béton).</p>
Article 14 - Désenfumage. Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur,	Néant	OUI	<p>Les locaux DDS et DEEE répondront aux prescriptions sur le désenfumage avec une ventilation naturelle. Une ventilation naturelle est</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; • A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p>			<p>également prévue dans le local déchets dangereux.</p> <p>Les alvéoles de déchets extérieurs ne nécessitent pas de dispositifs d'évacuation de fumées.</p>
Section 3 : Dispositions de sécurité			
<p>Article 15 - Clôture de l'installation.</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en</p>	Néant	OUI	<p>La déchetterie sera clôturée sur toute sa périphérie. Les issues seront fermées en dehors des heures d'ouverture qui seront indiquées à l'entrée, sur un panneau d'information.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>			<p>Le site sera entièrement clôturé sur une hauteur minimum de 2 m interdisant toute pénétration sur site. Les accès aux sites seront fermés à l'aide de portails coulissants mécaniques, qui seront manipulés par les agents de déchèteries lors de l'ouverture et de la fermeture des sites.</p> <p>De plus, des barrières d'accès avec contrôle de badge seront mises en place pour l'accès des usagers à la déchèterie.</p> <p>Le site possède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un accès principal pour la zone déchèterie; - Un accès pour les véhicules d'exploitation. <p>Un accès est également dédié à la recyclerie uniquement.</p>
<p>Article 16 - Accessibilité.</p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p>	<p>Plan mentionnant les voies d'accès</p>	<p>OUI</p>	<p>Voir le plan des abords et d'ensemble en PJ n°19 et PJ n°20.</p> <p>Les voiries sont dimensionnées pour répondre aux contraintes de fréquentation. Au niveau de l'entrée de la déchèterie une zone tampon permet d'accueillir plusieurs véhicules avant la borne où les usagers doivent badger. Ce système permet de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés.</p>			<p>Le site sera accessible en tout point aux engins de secours et de lutte contre l'incendie (largeur des voies adaptée, pente inférieure à 10%).</p> <p>L'accès au site ne perturbera pas la circulation sur la voirie attenante. En effet, chaque accès possède une file d'attente dimensionnée selon les pics de fréquentation attendus sur site.</p> <p>La vitesse sur site sera limitée à 10 km/h.</p> <p>Les véhicules d'intervention du SDIS emprunteront l'accès dédié aux véhicules lourds. La voie d'exploitation permettra de desservir les bâtiments et les aires de stockage sur au moins une face.</p> <p>Les alvéoles et aires de déchargement sont au niveau du sol et ne nécessitent pas de dispositifs antichute. Les voies de circulation sont dimensionnées pour permettre la manœuvre aisée des véhicules.</p>
<p>Article 17 - Ventilation des locaux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur</p>	Néant	OUI	<p>Le local du personnel et les sanitaires seront équipés d'une ventilation mécanique contrôlée.</p> <p>Les locaux d'entreposage des déchets seront ventilés via des grilles d'aération haute et basse.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.			
<p>Article 18 - Matériels utilisables en atmosphères explosives.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p> <p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenus à la disposition des services d'inspection.</p>	Justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996.	OUI	<p>Hormis le local des déchets dangereux, la déchetterie n'utilisera et ne recevra aucun produit ou substance explosive. Aucune zone dans la déchetterie ne réunit les conditions de formation de zone ATEX (espace confiné, émissions importantes de poussière, etc.).</p> <p>Les équipements sont conformes dans les zones à risques incendie ou explosion.</p> <p>Les justificatifs de conformités seront tenus à disposition des services de l'inspection.</p>
<p>Article 19 - Installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>	Néant	OUI	<p>L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments de vérification des installations électriques.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre et au même potentiel électrique.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.			
<p>Article 20 - Systèmes de détection et d'extinction automatiques.</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement.</p> <p>Note de dimensionnement lorsque la détection est assurée par un système d'extinction automatique.</p>	OUI	<p>Le bureau des agents d'accueil, la salle de repos et le local technique seront équipés d'un détecteur incendie.</p> <p>Les locaux d'entreposage des déchets seront équipés d'un détecteur de flamme ou de fumées.</p>
<p>Article 21 - Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; 	<p>Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles avec note justifiant les différents choix.</p>	OUI	<p>Un poteau incendie situé à l'entrée immédiate du site de la déchetterie permettra de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction incendie s'effectuera dans le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume de 343 m³ (avec également</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<ul style="list-style-type: none"> de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; 			<p>un stockage de 28 m³ par montée en charge dans les canalisations).</p> <p>Une vanne de barrage sera actionnée en cas d'incendie, permettant de retenir ces eaux sur le site. Une note de dimensionnement du bassin est présente en PJ n°21a du présent dossier d'enregistrement.</p> <p>Un calcul des besoins en eau d'extinction incendie et volume de rétention nécessaire (D9/D9A) a également été réalisé en PJ n°21b du présent dossier d'enregistrement.</p> <p>L'exploitant réalisera la dotation du site en extincteurs en adéquation avec les risques.</p> <p>En exploitation, le personnel disposera d'un téléphone lui permettant d'alerter les services de secours et des extincteurs seront présents sur site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<ul style="list-style-type: none"> d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>			
<p>Article 22 - Plans des locaux et schéma des réseaux.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>	<p>Plan des locaux et plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours tenus à jour</p>	<p>OUI</p>	<p>L'exploitant établira et tiendra à jour le plan d'évacuation des locaux avec la localisation des extincteurs et des dispositifs d'alarme incendie.</p> <p>Un plan des réseaux de la déchetterie avec localisation de la vanne de barrage sera également présent dans les locaux.</p>
Section 4 : Exploitation			

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Article 23 - Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	Néant	OUI	<p>Il sera exigé de l'exploitant d'établir des consignes générales de sécurité et de les afficher dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>L'apport de feu est interdit dans les parties de l'installation présentant un risque incendie, cette interdiction sera affichée à l'entrée du site. L'interdiction de fumer sera signalée dans chaque local.</p> <p>Les travaux nécessitant du matériel générant une flamme ou un point chaud seront soumis à un plan de prévention et l'établissement un permis feu.</p>
<p>Article 24 - Consignes d'exploitation.</p>	Néant		<p>Les consignes d'exploitation seront affichées dans le bureau d'exploitation.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; • les modes opératoires ; • la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; • les instructions de maintenance et de nettoyage ; 		OUI	<p>L'exploitant établira des consignes générales de sécurité et les affichera dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes de sécurité sont communiquées aux agents de déchetterie qui sont garants de leur respect. Elles sont également rappelées par un affichage à l'entrée et par la signalisation sur l'ensemble du site. Elles portent notamment sur les règles de circulation (piétons / véhicules), les règles de déchargement et de manipulation des déchets...).</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<ul style="list-style-type: none"> l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>			
<p>Article 25 - Vérification périodique et maintenance des équipements.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>	Attestation contrôles périodiques société agréée	OUI	Des contrôles périodiques seront réalisés par un organisme accrédité.
<p>Article 26 - Formation.</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.</p> <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, ait une formation adaptée.</p>	Plan de formation justifié	OUI	L'exploitant met en place un plan de formation adapté. Chaque année, l'exploitant établit le plan de formation de l'année n+1, en tenant compte, notamment, des nouveaux entrants et des éventuelles évolutions du métier.

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier : le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ; la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ; la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; les déchets et les filières de gestion des déchets ; les moyens de protection et de prévention ; les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ; les formalités administratives et contrôle à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site. <p>La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>			
<p>Article 27 - Prévention des chutes et collisions.</p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets.</p> <p>I. — Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de</p>	Néant	OUI	<p>La déchetterie ne dispose pas de quai de déchargement. Le dépôt des déchets est réalisé dans des alvéoles au sol.</p> <p>La déchetterie sera équipée de dispositifs d'éclairage adapté.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. — Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>			<p>Hormis les zones de dépôts des déchets, aucune zone n'est accessible à un piéton depuis l'extérieur du site.</p> <p>L'exploitation se fera dans des aires et alvéoles au sol, au même niveau que la voirie, il n'y aura donc pas de risque de chute.</p> <p>Les locaux, aires de stationnement et voies de circulation sont libres de tout obstacle pouvant gêner la circulation des véhicules et piétons.</p> <p>A l'intérieur des locaux et en période nuit, l'éclairage sera adapté aux opérations de déchargement des déchets et conforme au code du travail.</p>
<p>Article 28 - Zone de dépôt pour le réemploi.</p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p>	Plan masse du site	OUI	<p>Voir plan d'ensemble en PJ n°20.</p> <p>La surface de la zone de réemploi sera de 50 m² donc bien en-deçà de 10% de la surface totale de l'installation.</p> <p>Les produits stockés dans cette zone seront régulièrement évacués (tous les mois au minimum).</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.			
Section 5 : Stockages			
<p>Article 29 - Stockage rétention.</p> <p>I. — Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L. 	Plan du local de stockage	OUI	<p>Le local DDS sera construit conformément aux exigences de rétention.</p> <p>Les liquides susceptibles de créer une pollution seront tous stockés sur rétentions adaptées.</p> <p>Les produits seront stockés selon leur nature (tableau des incompatibilités affiché).</p> <p>La colonne à huiles minérales présente sous le préau disposera d'une rétention adaptée.</p> <p>La plateforme de la déchetterie et le sol des locaux seront étanches.</p> <p>En cas de sinistre, les eaux polluées seront confinées dans le bassin de rétention du site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>II.- La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) associé (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III.- Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>IV.- Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours</p>			<p>Une zone dite « tampon » sur rétention de dépôt des DDS sera mise à disposition des usagers et contrôlée visuellement par les agents en vue du conditionnement régulier dans le local DDS par les agents.</p> <p>Les sols du local DDS et du local DEEE et zone d'apports volontaires seront étanches (béton).</p> <p>Pour les déchets dangereux, il sera utilisé des contenants adaptés à chaque produit, identifiés de manière claire, et sur rétention adaptée si nécessaire.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchèterie de la Montagne (44)								
<p>d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement :</p> <table><tr><td>Matières en suspension totales</td><td>100 mg/ l</td></tr><tr><td>DBO5 (sur effluent non décanté)</td><td>100 mg/ l</td></tr><tr><td>DCO (sur effluent non décanté)</td><td>300 mg/ l</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td><td>10 mg/ l</td></tr></table>	Matières en suspension totales	100 mg/ l	DBO5 (sur effluent non décanté)	100 mg/ l	DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/ l	Hydrocarbures totaux	10 mg/ l			
Matières en suspension totales	100 mg/ l										
DBO5 (sur effluent non décanté)	100 mg/ l										
DCO (sur effluent non décanté)	300 mg/ l										
Hydrocarbures totaux	10 mg/ l										
Chapitre III : La ressource en eau											
Section 1 : Prélèvements, consommation d'eau et collecte des effluents											
Article 30 - Prélèvement d'eau, forages.	Néant	OUI	L'alimentation en eau potable sera réalisée depuis le compteur existant.								

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de disconnexion évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour empêcher de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p> <p>La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.</p> <p>Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p>			<p>Le site est raccordé au réseau public d'adduction d'eau potable.</p> <p>Le réseau eau incendie sera utilisé uniquement pour la défense incendie.</p> <p>Aucun forage de prélèvement d'eau n'est présent et n'est envisagé sur site.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Article 31 - Collecte des effluents.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>	<p>Plan des réseaux de collecte des effluents</p>	<p>OUI</p>	<p>Le réseau de collecte sera de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux usées du site seront dirigées vers le réseau eaux pluviales existant (réseau public).</p> <p>Les eaux pluviales seront collectées sur l'ensemble du site par un ensemble de grilles et d'avaloirs. Les grilles qui récupéreront les eaux de ruissellement sur les déchets verts et les gravats sont équipées d'un système de décantation.</p> <p>Les eaux pluviales ruisselant sur les voiries seront dirigées par un réseau de canalisations vers un débourbeur déshuileur en amont du bassin tampon avant rejet au réseau public de collecte des eaux pluviales en respectant un débit de fuite imposé.</p> <p>Les eaux pluviales ruisselant sur les toitures des bâtiments seront dirigées vers une cuve de récupération des eaux pluviales.</p>
<p>Article 32 - Collecte des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p>	<p>Néant</p>		<p>Les eaux pluviales du site seront dirigées vers un bassin de régulation sur site avant rejet au réseau des eaux pluviales existant. En amont du bassin un séparateur à hydrocarbures permettra le pré-traitement de ces eaux.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		OUI	<p>La vidange et le curage du séparateur à hydrocarbures seront réalisés au moins une fois par an par une entreprise spécialisée. Les bordereaux de suivi des boues seront conservés.</p> <p>Un bassin de rétention étanche des eaux pluviales d'une capacité de 343 m³ (et stockage de 28m³ par montée en charge dans les canalisations) collectera les eaux pluviales du site. Le point de rejet du bassin est localisé chemin du Pérou sur le raccordement eaux pluviales sur fossé existant (réseau public).</p> <p>En sortie de ce bassin, le débit sera limité à 3 l/s/ha.</p> <p>Les fiches techniques de suivi et d'entretien du séparateur hydrocarbure seront tenues à disposition de l'inspection.</p>
Section 2 : Rejets			
<p>Article 33 - Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité.</p> <p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p>	Néant	OUI	<p>Le bassin de gestion des eaux pluviales a été dimensionné en prenant en compte une pluie cinquantennale et un débit de fuite de 3 L/s/ha, conformément au SDAGE Loire-Bretagne et aux prescriptions du PLUm de Nantes Métropole.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p>			<p>Conformément aux exigences, les eaux seront rejetées au fossé après leur passage dans un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>Les valeurs de rejets se conformeront aux valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Article 34 - Mesure des volumes rejetés et points de rejets.</p> <p>La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.</p>	Néant	OUI	<p>Le regard en tête de bassin permettra la réalisation de prélèvement. La quantité d'eau rejetée sera évaluée au moins une fois par an.</p>
<p>Article 35 - Valeurs limites de rejet.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduelles font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non</p>	Néant	OUI	<p>Les eaux pluviales ruisselant sur les voiries et zones de stockage de déchets seront prétraitées dans un séparateur à hydrocarbures avant leur rejet au fossé.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; • température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension : 600 mg/l ; • DCO : 2 000 mg/l ; • DBO₅ : 800 mg/l. <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension : 100 mg/l ; • DCO : 300 mg/l ; • DBO₅ : 100 mg/l. <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <ul style="list-style-type: none"> • indice phénols : 0,3 mg/l ; • chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; • cyanures totaux : 0,1 mg/l ; 			<p>Les eaux usées, collectées dans le système d'assainissement collectif, ne sont pas concernées par cet article.</p> <p>L'exploitant s'assurera du respect des valeurs limites de rejet de ces eaux.</p> <p>Des prélèvements et analyses seront réalisés par un laboratoire accrédité.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<ul style="list-style-type: none"> • AOX : 5 mg/l ; • Arsenic : 0,1 mg/l ; • hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; • métaux totaux : 15 mg/l. <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>			
<p>Article 36 - Interdiction des rejets dans une nappe.</p> <p>Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduaire vers les eaux souterraines est interdit.</p>	Néant	OUI	Aucun rejet ne se fera dans une nappe.
<p>Article 37 - Prévention des pollutions accidentelles.</p> <p>Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>	Néant	OUI	<p>En cas de fuite accidentelle sur les aires d'exploitation, l'exploitant disposera de produits et matières absorbants pour intervenir rapidement ainsi que des consignes associées.</p> <p>Outre les mesures de rétention et d'intervention prévues pour confiner les polluants en cas d'épandage, l'ensemble du site soumis au risque d'épandage sera imperméabilisé et dispose d'une gestion des eaux adaptée. L'ensemble des eaux ruisselant sur les surfaces imperméabilisées seront ainsi collectées et transiteront via un débourbeur séparateur hydrocarbure avant rejet dans le réseau public.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
			En cas de sinistre ou de suspicion d'une pollution, une procédure de gestion des eaux sera enclenchée, la fermeture d'une vanne en aval du réseau permettra d'éviter tout rejet vers les réseaux récepteurs et de confiner les eaux sur le site (y compris les eaux d'extinction). Ces eaux seront alors analysées et seront soit rejetées au milieu récepteur si les paramètres sont conformes aux critères de rejet, soit pompées et envoyées vers une filière de traitement adaptée.
<p>Article 38 - Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p>	Néant	OUI	<p>Nantes Métropole mettra en place une procédure interne de suivi des rejets synthétisant l'ensemble des contrôles et suivis à réaliser.</p> <p>Les résultats d'analyses périodiques réalisées par un laboratoire agréé seront consignés sur les formulaires de contrôle et relevés internes. Les mesures seront réalisées sur un échantillon représentatif conformément à la réglementation en vigueur.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.			
Article 39 - Epandage. L'épandage des déchets et effluents est interdit.	Néant	OUI	L'épandage des effluents ne sera pas pratiqué.
Chapitre IV : Emissions dans l'air			
Article 40 - Prévention des nuisances odorantes. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.	Dispositions mises en œuvre pour limiter les odeurs		Les déchets végétaux déchargés dans l'alvéole au sol prévue à cet effet seront régulièrement évacués vers le lieu de traitement. Nantes Métropole prendra toutes les dispositions pour limiter les nuisances olfactives sur l'ensemble du site. Les déchets reçus sur le site seront majoritairement des déchets non générateurs d'odeurs. Les temps de stockages seront limités sur site et tout dégagement d'odeurs sera immédiatement combattu par des moyens efficaces. Les odeurs pouvant être liées au stockage des déchets verts seront limitées par le faible volume de stockage et leur évacuation régulière. Les odeurs les plus fortes sont générées lors du transport ou du déplacement des déchets en cours de décomposition et sont les plus

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
			perceptibles à quelques mètres. Leur évacuation fréquente permet de réduire fortement ce risque de nuisances.

Chapitre V : Bruit et vibrations

Article 41 - Valeurs limites de bruit.

I. — Valeurs limites de bruit.

Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Description des modalités de surveillance des émissions sonores

OUI

Des contrôles des émissions sonores seront réalisés tous les 3 ans par un prestataire spécialisé pour vérifier la conformité aux exigences de l'arrêté.

Les sources de bruit sur site seront dues à la circulation des véhicules légers, des poids-lourds et aux engins de manutention. L'ensemble des engins et équipements du site seront conformes à la réglementation.

L'exploitation du site sera diurne. Aucune nuisance sonore ne sera possible la nuit.

L'exploitant veillera à ce que le niveau de bruit réglementé ne soit pas dépassé pour l'ensemble du site.

Les vibrations engendrées par les engins de circulation seront négligeables et ne seront pas de nature à induire des nuisances.

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. Véhicules. - Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III.- Vibrations.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>IV.- Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des</p>			<p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence sera à minima effectuée tous les 3 ans. La première mesure sera réalisée dans l'année de réalisation des aménagements.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<p>conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>			
Chapitre VI : Déchets			
<p>Article 42 - Admission des déchets.</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'utilisateur, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. - Réception et entreposage.</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p>	Néant	OUI	<p>Il n'y aura pas de réception de déchets en dehors des périodes d'ouverture.</p> <p>La réception des déchets aura lieu sous la surveillance du personnel formé et habilité qui contrôle en permanence le dépôt des différents flux.</p> <p>Une signalétique claire sera mise en place pour identifier les différentes zones de dépôt.</p> <p>Les déchets réceptionnés seront supervisés et contrôlés par un agent valoriste. Etant donnée la nature des déchets réceptionnés, les activités sont peu assujetties à la problématique odeur.</p> <p>Les bennes et zones de dépôts seront clairement identifiées pour l'utilisateur.</p> <p>Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.			quotidiennement l'état des stocks et organise leur gestion.
<p>Article 43 - Déchets sortants.</p> <p>Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>I.- Registre des déchets sortants.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de l'expédition ; • le nom et l'adresse du destinataire ; • la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; • le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ; • l'identité du transporteur ; 	Néant	OUI	<p>Un registre sera renseigné pour tous les déchets sortants.</p> <p>Les BSD seront archivés pour tous les déchets dangereux.</p> <p>Le transport des déchets sortant sera organisé dans les conditions respectant les réglementations en vigueur.</p> <p>Un registre des déchets sortants sera tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
<ul style="list-style-type: none"> le numéro d'immatriculation du véhicule ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/ CE. 			
<p>Article 44 - Déchets produits par l'installation.</p> <p>Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p>	Néant	OUI	<p>Les déchets produits par la déchetterie seront collectés et éliminés dans des filières adaptées et réglementées.</p> <p>L'activité ne sera pas génératrice de déchets hormis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelques déchets ménagers produits au niveau des bureaux et locaux sociaux qui seront évacués par le service public de collecte ; - quelques déchets d'entretien des matériels, éventuellement classés dangereux, qui seront entreposés dans une armoire spécifique avant enlèvement par une société spécialisée.

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
Article 45 - Brûlage. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.	Néant	OUI	Aucun déchet ne sera brûlé.
Article 46 - Transports. Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet. L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.	Néant	OUI	Le transport des déchets avec filet de protection est obligatoire. Le transport des déchets est organisé dans des bennes fermées ou couvertes. Les déchets dangereux seront conditionnés conformément à la réglementation. Ils seront enlevés par un éco-organisme dédié (EcoDDS).
Chapitre VII : Surveillance des émissions			
Article 47 - Contrôle par l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.	Néant	SO	

Prescriptions de l'arrêté du 26/03/12 pour les installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des ICPE	Justifications à apporter dans le dossier d'enregistrement (Guide 2710-2 v1.0 de mars 2012)	Conformité	Justifications apportées pour le projet de reconstruction de la déchetterie de la Montagne (44)
Chapitre VIII : Exécution			
Article 48 Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.	Néant	SO	

